

- **Haïti : 9 mois après le séisme, plaidoyer pour des politiques concrètes et des mécanismes de financement alternatifs**
- **Oxfam propose de faire de l'agriculture un axe prioritaire dans la reconstruction d'Haïti**
- **La production de riz a triplé en 1 an dans le Sud du pays**
- **Action en justice après le décès d'un professeur mortellement blessé par une grenade lacrymogène**

>> **Haïti: 9 mois après le séisme, plaidoyer pour des politiques concrètes et des mécanismes de financement alternatifs.**

La plate-forme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (Papda) préconise des politiques concrètes et des mécanismes de financement alternatifs, en vue de la reconstruction d'Haïti, neuf mois après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010.

La solidarité haïtienne, qui s'était déjà manifestée après le 12 janvier, doit être la première réponse à la crise post-séisme et les ressources externes doivent rester complémentaires, suggère l'économiste Camille Chalmers, réitérant la proposition de la Papda en vue de créer « un impôt de la solidarité haïtienne ».

Ce mardi 12 octobre 2010, la république d'Haïti se trouve encore sous l'emprise de l'aide attendue de la communauté internationale.

Les pluies incessantes de la saison cyclonique 2010 et la tornade du 24 septembre ont renforcé la très grande vulnérabilité environnementale du pays.

Cette grande vulnérabilité et précarité ainsi que les mécanismes, comme la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (Cirh) et l'annulation des dettes, ne font que renforcer le cycle de dépendance et de domination internationale du pays, analyse la Papda.

« 9 mois après le tremblement de terre, il est inacceptable que seulement 4% des débris aient été ramassés, seulement 2 à 3% des fonds promis décaissés, qu'un organisme qui s'est donné des responsabilités aussi importantes dans le cadre de la crise comme la Cirh réalise seulement sa 3e rencontre ».

Pour cette raison, la Papda appelle le gouvernement et la population à ne pas « rester les bras croisés à attendre le décaissement des fonds [de reconstruction] qui ne sont que des promesses », mais à agir en vue de modifier les rapports des puissances donatrices avec l'Etat pauvre caribéen.

Entre-temps, une politique nationale de logement et de réinsertion des personnes déplacées [par le séisme] dans des conditions sécuritaires et durables n'est toujours pas connue.

Dans le même ordre d'idées, une mission (d'évaluation de 4 jours) du département d'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (Echo) est repartie d'Haïti, le vendredi 8 octobre, préoccupée par la situation précaire des 1,3 million de personnes qui vivent dans les camps de victimes du tremblement de terre.

« La gestion bien planifiée [pour une] réinstallation des personnes déplacées est essentielle », considère le chef de la mission, Esko Kentschynsky, responsable de l'Echo pour l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique.

Cependant, « le retour dans les quartiers ne peut se faire que si les gravats ont été déblayés », nuance la mission d'Echo, soulignant combien « l'aide humanitaire, un instrument de réponse à court terme, n'est pas adaptée pour répondre à des problèmes à long et moyen termes ».

« Le volume des débris est tel qu'il demande un investissement massif et une coordination de la part des autorités nationales avant que la reconstruction puisse véritablement commencer », explique la mission d'Echo qui prône le dialogue et la communication entre tous les acteurs, le renforcement des plateformes de discussion et la prise en compte d'un plan d'aménagement des lieux.

Sur les 315 millions d'euros [1 euro = 55.00 gourdes; US \$ 1.00 = 41.00 gourdes aujourd'hui], fournis depuis le séisme, par la Commission européenne et les États membres de l'Union européenne, pour les opérations de secours, 120 millions ont transité par Echo.

>> Oxfam propose de faire de l'agriculture un axe prioritaire dans la reconstruction d'Haïti.

L'organisation internationale Oxfam convie le gouvernement haïtien, la communauté internationale et les bailleurs, à faire de l'agriculture une priorité, dans le cadre de la reconstruction d'Haïti, et à favoriser le développement des zones rurales.

Évaluant les problèmes et les contraintes du secteur agricole [haïtien], l'organisation internationale recommande à l'État haïtien de faciliter l'accès au crédit pour les petits agriculteurs, d'accorder une assistance juridique aux citoyennes et citoyens des zones rurales dans les deux langues officielles, d'améliorer la sécurité foncière, de formuler des politiques agricoles qui tiennent compte des rôles des femmes dans la commercialisation agricole, de réhabiliter et d'étendre les infrastructures rurales (axes routiers et installations d'irrigation) et de décentraliser les services administratifs et fiscaux des institutions gouvernementales.

Elle plaide aussi pour un appui au secteur agricole, sous forme de subventions et non sous forme de prêts, de la part des institutions financières internationales, laquelle contribution aiderait à revitaliser le réseau de centres décentralisés de recherche agricole par une intégration

appropriée dans toutes les activités favorables à l'agriculture haïtienne.

« La communauté internationale doit adopter une politique qui supporte le développement économique du pays », préconise l'ingénieur-agronome Philippe Mathieu, directeur de l'une des branches de l'organisation internationale Oxfam en Haïti, insistant sur la nécessité pour la communauté internationale « d'abandonner ses politiques d'aide et de commerce contradictoires pour supporter la croissance de l'économie rurale, fragile en Haïti ».

Oxfam appelle les pays donateurs à financer le plan d'agriculture du gouvernement, estimé à un montant de 772 millions de dollars américains et à mettre l'emphase sur l'amélioration de l'accès aux services de base (soins de santé et services d'éducation) en milieu rural.

58 % de la population en Haïti, estimée à 9,7 millions de personnes, travaillent dans l'agriculture et 28 % du produit intérieur brut (Pib) du pays proviennent du secteur agricole.

>> La production de riz a triplé en 1 an dans le Sud du pays.

De novembre 2009 à octobre 2010, la production de riz est passée de 1,5 à 4,5 tonnes par hectare à Torbeck, à environ 200 kilomètres au sud de la capitale dans le cadre d'un projet dénommé "intensification de la riziculture dans la région de Torbeck", initié par le gouvernement haïtien en partenariat avec la République de Chine (Taïwan) qui apporte une contribution de 15 millions de dollars américains sur 3 ans, rapporte le quotidien "Le Nouvelliste".

Seuls hics, la production enregistrée dépasse la consommation locale, dans un contexte de tendance à la baisse des prix du riz local, contre une majoration (de temps à autre) des prix du riz importé. De plus, les taux de brisure trop élevés et la restriction du marché seraient les véritables freins à l'épanouissement de cette culture subventionnée de riz.

Dans le cadre de ce projet, qui préconise d'emblaver 3 000 ha de terres, plus de 12 kilomètres d'irrigation ont été aménagés. Les 1 500 ha déjà ensemencés ont donné leur preuve. Les Taïwanais s'apprentent à mettre la main aux 1 500 ha restants.

Au lieu d'une mesure par seau, le projet recommande d'introduire le sac comme mesure.

Un programme de crédit a été mis en oeuvre en vue d'améliorer les conditions de vie des planteurs.

« Le projet donne des résultats intéressants et des perspectives encourageantes », se félicite le ministre de l'agriculture Joanas Gué, qui entrevoit la perspective de placer l'agriculture comme axe prioritaire du relèvement d'Haïti au cours des prochaines années.

>> Action en justice après le décès d'un professeur mortellement blessé par une grenade lacrymogène

L'Union nationale des normaliens haïtiens (Unnoh) annonce des poursuites judiciaires et institutionnelles (Inspection générale de la police nationale d'Haïti) à l'encontre d'une policière nationale, qui aurait lancé une grenade lacrymogène blessant mortellement, le vendredi 8 octobre, l'un de ses membres, le professeur Jean Philbert Louis, lors d'une manifestation d'enseignants en faveur de la scolarisation universelle, devant le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Menfp).

Emmené à l'hôpital, le professeur syndicaliste Louis a succombé, le samedi 9 octobre, des suites de ses blessures.

Depuis plusieurs semaines, une coalition de syndicats d'enseignants tente d'introduire, dans les priorités gouvernementales post-séisme, la prise en compte de la situation de plusieurs centaines de milliers d'enfants haïtiens non scolarisés et condamnés à la marginalisation sociale, rappelle la station de radio privée Radio Kiskeya.

